

*Initiatives ministérielles*

• (1050)

La méthode du laissez-faire a ses partisans, mais ce n'est pas ce qui avait été promis. On ne gère pas le changement, on le laisse nous contrôler. Cette idée qu'il suffit de redresser les bases économiques pour être gagnant sur le marché libre me fait penser au propriétaire d'une équipe de hockey disposant de beaucoup d'argent qui va recruter les meilleurs joueurs pour son équipe. Cela fait bien en théorie: d'excellents marqueurs, une défensive à toutes épreuves et des gardiens de but de premier ordre, mais s'il envoie son équipe sur la glace sans que tous ses membres se soient entraînés ensemble et sans stratégie pour battre l'adversaire, les résultats risquent d'être décevants.

Dans un sens, c'est ce qui se produit actuellement au Canada. La suppression des barrières douanières était l'une des bases de la stratégie économique des conservateurs. Aussi qu'a fait le gouvernement? Il a conclu un accord. Il a signé un contrat avec Wayne Gretzky, ou du moins il l'a cru, en concluant un Accord de libre-échange avec les États-Unis. Le gouvernement a pensé que ce joueur allait marquer des buts, qu'on allait avoir des résultats.

Eh bien, Gretzky s'est tourné les pouces tout l'été et a pris de l'embonpoint. Il ne s'est pas soucié de se faire masser le dos par son physiothérapeute. L'entraîneur voulait le dorloter un peu, il lui a donc permis d'arriver en retard au camp d'entraînement. A-t-il marqué des buts? Une bonne équipe junior A aurait pu le battre.

L'Accord de libre-échange a été signé quand le dollar canadien valait 76c. américains. Personne n'avait même imaginé ce qui pourrait arriver s'il atteignait 88c.. On avait promis qu'il y aurait d'importants programmes d'adaptation pour recycler les travailleurs dont les emplois seraient déplacés par le ALE, mais ils ne se sont jamais matérialisés. Trois ans après l'entrée en vigueur de cet accord, nous discutons encore de la réduction des barrières commerciales entre les provinces canadiennes. Autrement dit, nous nous sommes lancés dans un jeu hautement compétitif sans avoir même joué une partie amicale selon les nouvelles règles sur notre propre patinoire.

Aussi, bien que les bases économiques soient importantes, il faut qu'il y ait aussi une stratégie élargie pour intégrer ces bases à l'ensemble du programme social et économique.

Songeons à ce à quoi on a demandé aux Canadiens de faire face: un Accord de libre-échange avec les États-Unis sans programme d'adaptation, en même temps que s'intensifiait la concurrence planétaire à laquelle était soumis notre secteur de fabrication, des taux d'intérêt réels élevés par rapport aux taux américains ont été

maintenus dans le but de réaliser un taux d'inflation nul après des années où on s'attendait à un certain taux d'inflation, une nouvelle taxe de vente visible au niveau du consommateur alors que la valeur du dollar canadien montait en flèche par rapport au dollar américain, tout cela au milieu d'une récession et d'une crise constitutionnelle.

Ce n'est pas ainsi que je conçois de gérer quoi que ce soit et encore moins les changements.

Je crois que force est de reconnaître que le Canada a de sérieux rajustements à faire s'il veut maintenir son niveau de vie. Le gouvernement jouit de nombreux pouvoirs, mais pas de celui de revenir en arrière. Le rôle du gouvernement, comme les participants à la conférence libérale qui s'est tenue à Aylmer il y a quelque temps se le sont fait dire, est de faire envisager le futur au présent, pas de réinventer le passé. Ce qu'il faut faire, c'est nous préparer à aller de l'avant.

Je ne vais pas vous ennuyer en vous citant des statistiques qui montrent la précarité croissante de notre position en tant que nation compétitive dans une économie planétaire. Je me contenterai de vous rappeler que nous jouissons encore d'un des niveaux de vie les plus enviables au monde, que notre pays d'après l'ONU se classe deuxième sous le rapport de la qualité de vie et que notre taux de productivité demeure l'un des plus élevés au monde.

Le fait que d'autres pays nous rattrapent est une conséquence inévitable de la mondialisation de la technologie. Les inquiétudes que j'ai mentionnées plus tôt sont attribuables en partie, au changement et en partie à l'insuffisance de la richesse que produisent les Canadiens pour payer notre consommation actuelle.

Même si notre économie est la septième au monde, il reste que le Canada est aussi le second pays débiteur en valeurs absolues après les États-Unis. Notre épargne intérieure ne suffit pas à répondre aux besoins de notre économie en matière de nouveaux investissements tout en assouvissant l'appétit insatiable de tous les ordres de gouvernement en matière d'emprunts.

Je crois que la cause essentielle de notre mécontentement est cette habitude collective que nous avons de vivre au-dessus de nos moyens. Pour éviter les adaptations douloureuses aux baisses continues des niveaux de vie auquel nous sommes habitués à commencer par les compressions des services gouvernementaux, je crois qu'un certain nombre de changements fondamentaux doivent être apportés à notre façon de concevoir les choses. Ces changements vont exiger deux choses qui ont trop longtemps fait défaut à l'échelon fédéral et provincial, c'est-à-dire un leadership moral et de l'orientation.